

À la suite du sommet de Lisbonne de 2000, l'Union européenne a défini des objectifs chiffrés à atteindre en matière d'éducation et de formation professionnelle, dans la perspective d'une société et d'une économie dynamiques, fondées sur les connaissances.

Les gouvernements européens se sont entendus au sommet de Lisbonne de 2000, pour promouvoir une société et une économie accordant un rôle croissant au développement des connaissances. Dans cette voie, veille statistique et évaluation partagée permettent d'identifier les politiques efficaces et de progresser. En 2003, cinq objectifs ont été définis sur des questions prioritaires d'éducation et de formation professionnelle : généralisation du second cycle de l'enseignement secondaire, réduction des sorties précoces, développement à tous âges de la transmission des connaissances, amélioration des compétences de base en lecture et augmentation des flux de diplômés de sciences et de technologie.

Pour que les jeunes générations disposent d'un bagage scolaire à la hauteur d'une économie de la connaissance, la cible pour 2010 est d'atteindre 85 % de diplômés du second cycle de l'enseignement secondaire, sur l'ensemble de l'Union européenne. C'est le cas, en 2007, de 78 % des jeunes autour de 22 ans (82 % en France). Les progrès attendus sont donc de 7 points en cinq ans, après 1 point de mieux depuis 2000. Les capacités scientifiques sont cruciales. La cible d'une augmentation de 15 % des flux de diplômés de l'enseignement supérieur de sciences et technologie en dix ans a été atteinte en 2003.

Symétriquement, il s'agit de réduire la fréquence de l'échec scolaire. Une baisse de 20 % de la proportion des lecteurs les plus faibles est espérée en 2010, soit 15,5 % de jeunes de 15 ans aux niveaux les plus bas de performance des tests internationaux. Les proportions de mauvais lecteurs sont plus fortes en 2006

qu'en 2000 en Espagne, Italie, Autriche et France, et, au contraire, moindres en Pologne. Par ailleurs, moins de 10 % des jeunes devraient être sortants précoces (voir méthodologie) en 2010, pour 15 % en 2007 (13 % en France), et environ 18 % en 2000.

Le poids relatif selon les pays des sortants précoces reflète, pour une bonne part, des différences de « niveau d'études » assez anciennes. Dans les pays comptant moins de 10 % de jeunes sortants précoces, leurs parents, nés autour de 1950, avaient déjà massivement terminé avec succès un second cycle de l'enseignement secondaire (graphique 01). Ces pays ont depuis longtemps ouvert au plus grand nombre leur enseignement secondaire, dont la généralisation a souvent été plus tardive dans les pays latins de la communauté.

Élever la proportion d'adultes continuant d'apprendre, via des enseignements, des séminaires, des formations professionnelles ou des cours sans finalité spécifique, est crucial pour développer les connaissances. L'objectif communautaire est de porter à 12,5 % d'ici 2010 la proportion des 25 à 64 ans qui ont suivi des cours ou des formations au cours du dernier mois, pour 9,7 % en 2007 en moyenne. Cette proportion est nettement plus faible en France (7,4 %) que dans les pays scandinaves ou au Royaume-Uni (graphique 03).

Les cinq objectifs chiffrés ont été définis par le conseil des 5 et 6 mai 2003.

La référence sur les sorties précoces est la proportion de jeunes, âgés de 18 à 24 ans, ne poursuivant plus d'études et de niveau d'étude CITE 2 ou moins. La référence sur la généralisation de l'enseignement secondaire est la proportion, parmi l'ensemble des 20-24 ans, des jeunes de niveau CITE 3 et plus (voir indicateur 09). Le seuil de compétence en lecture est la proportion de jeunes capables de mettre en relation un texte simple avec le quotidien.

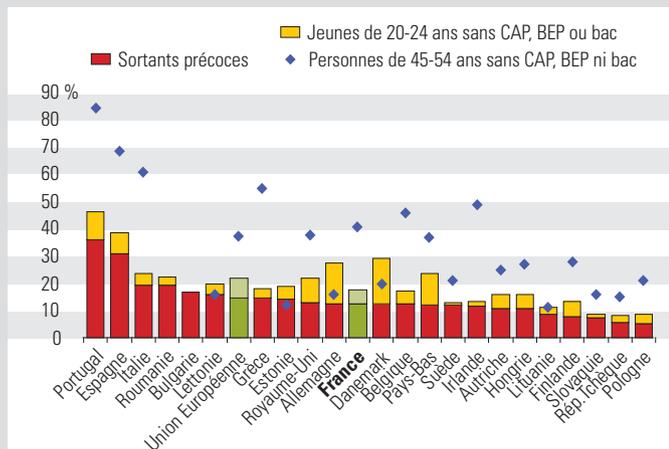
Les graphiques 01 et 03 sont basés sur les enquêtes communautaires sur les forces de travail (telles que l'enquête Emploi française), exploitées par Eurostat. Le graphique 02 repose sur les résultats de l'enquête du programme international (PISA), exploitée par l'OCDE.

Dans le graphique 01, le total des histogrammes représente le complément à 100 du critère de réussite du secondaire, soit la proportion de jeunes de 20-24 ans n'ayant pas terminé avec succès l'enseignement secondaire de second cycle. L'âge élevé d'obtention des diplômes de second cycle (CITE 3) explique, en Allemagne, aux Pays-Bas comme au Danemark, l'écart important entre cet indicateur et le pourcentage de sortants précoces.

Le graphique 03 inclut un large éventail de cours, séminaires, enseignements et formations. Tous tendent à la transmission de connaissances ou de savoir-faire et mettent en relation d'une part des formateurs, d'autre part des élèves ou stagiaires. Ils peuvent avoir lieu dans les établissements habituels d'enseignement ou en dehors (entreprises, associations, mairies, etc.), conduire ou non à un diplôme ou titre reconnu, être suivis ou non dans le but d'améliorer ses compétences professionnelles.

Source : Eurostat, OCDE

01 Sortants précoces et populations sans diplôme du second cycle du secondaire (2007)



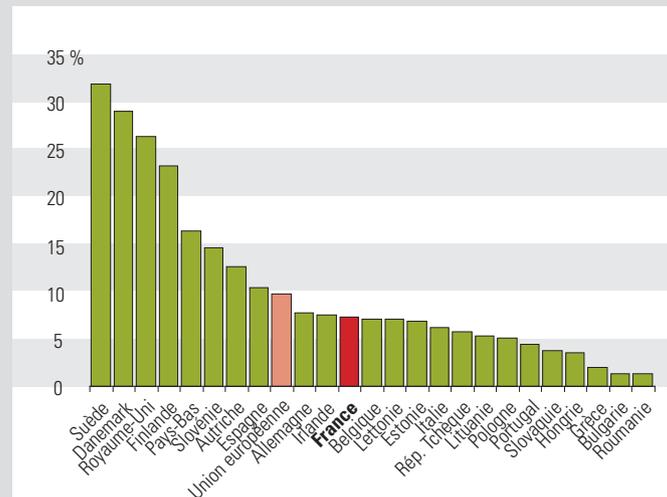
Lecture : en France, 13 % des jeunes de 18 à 24 ans qui ne poursuivent pas d'études ni de formation n'ont ni CAP, ni BEP, ni baccalauréat et sont sortants précoces, en 2007.

Poursuivant ou non des études, 18 % des jeunes âgés de 20 à 24 ans, n'ont, de même, ni CAP, ni BEP, ni baccalauréat (c'est le complément à 100 du critère de réussite d'un second cycle du secondaire, de 82 %). Dans les générations de leurs parents (nées de 1947 à 1956), 4 personnes sur 10 sont dans ce cas.

NB : tous les états-membres n'ont pu être représentés sur ce graphique.

Source : calculs Eurostat à partir des enquêtes communautaires sur les forces de travail

03 Adultes ayant poursuivi un enseignement ou une formation au cours du mois précédant l'enquête (2007)



Lecture : en France, 7,4 % des personnes âgées de 25 à 64 ans ont, en 2007, suivi des cours ou une formation au cours du dernier mois, tous niveaux d'études confondus (moyenne annuelle).

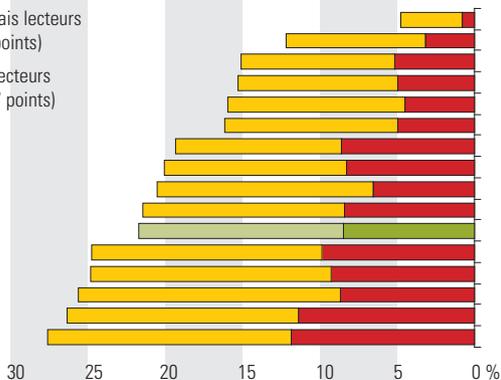
NB : tous les états-membres n'ont pu être représentés sur ce graphique (données 2006 au Royaume-Uni et en Suède).

Source : calculs Eurostat à partir des enquêtes communautaires sur les forces de travail

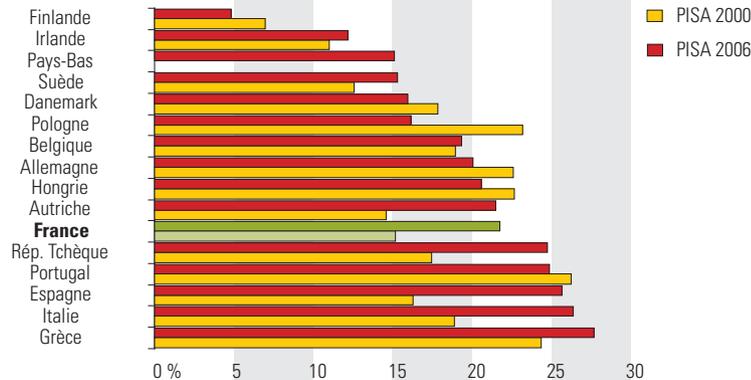
02 Proportions de jeunes de 15 ans présentant de faibles compétences en lecture (PISA)

a) situation en 2006

- Très mauvais lecteurs (- de 335 points)
- Mauvais lecteurs (335 à 407 points)



b) comparaison 2000-2006



Lecture : selon les tests de littéracie de l'enquête de 2006, les jeunes de 15 ans sont, en France, pour 8,5 % de très mauvais lecteurs (moins de 335 points) et pour 13,3 % de mauvais lecteurs (entre 335 et 407 points), soit un total de 21,8 % (moins de 407 points), contre 15,2 % en 2000.

Source : calculs OCDE à partir des données du programme international pour l'évaluation des élèves (PISA)